



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique à l'égard des jeunes

Question écrite n° 26858

Texte de la question

M. Jean-Pierre Allosery attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation, sur le sujet de la politique jeunesse. En effet, le Gouvernement en a fait un engagement fort en la rendant prioritaire. Pour cela, le 21 février 2013, le comité interministériel de la jeunesse était installé sous la présidence de M. le Premier ministre et coordonné par Mme la ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative. Cette instance de pilotage est le signe fort d'une politique ambitieuse et innovante capable de créer une véritable armature de soutien en faveur de l'ensemble des jeunes. À travers cette structuration, une politique de droit commun accessible à tous pourra enfin voir le jour. Ainsi, 13 chantiers prioritaires déclinés en 47 mesures concrètes ont été définis. Il souhaite connaître les suites données à l'action "rationalisation des dispositifs d'information des jeunes sur les territoires" qu'elle a la charge de mettre en oeuvre dans le cadre de ce comité interministériel.

Texte de la réponse

Un consensus interministériel s'est dégagé lors des travaux du CIJ sur la nécessité de questionner et de renouveler la manière dont les instances publiques informent et accompagnent les jeunes sur toutes les thématiques structurantes dans leurs parcours d'autonomie. En partenariat avec le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), cette mesure s'oriente pour le CIJ 2014 vers l'amélioration qualitative et transversale de l'offre d'information des jeunes, notamment dans les domaines de la santé, du logement, de la mobilité, de la formation et de l'emploi. L'objectif poursuivi est la mise en place de solutions innovantes et concrètes améliorant les modalités d'information des jeunes par les administrations publiques (Etat et collectivités territoriales). Des expérimentations sont envisagées dans plusieurs régions en 2014, dont les résultats serviront à améliorer leur accès aux droits et services qui les concernent sur l'ensemble du territoire.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Allosery](#)

Circonscription : Nord (15^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 26858

Rubrique : Jeunes

Ministère interrogé : Décentralisation

Ministère attributaire : Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 12 novembre 2013

Question publiée au JO le : [21 mai 2013](#), page 5204

Réponse publiée au JO le : [4 mars 2014](#), page 2174